

Extrait du site UGTG.org

url :Ã http://ugtg.org/spip.php?article736

LKP ka dÃ©klarÃ© : Plus que jamais la lutte continue !

- Dossier spÃ©cial LKP - Expressions -

Date de parution : 13 fÃ©vrier 2009

Date de mise en ligne : vendredi 13 fÃ©vrier 2009

Mis Ã jour le : samedi 21 mars 2009

UGTG.org

Après 24 jours de grève générale, la mobilisation du Peuple Guadeloupéen contre les profits ne faiblit pas. Le Ministre JEGO a pris la fuite dimanche 8 février et a provoqué la rupture des négociations alors que nous étions sur le point de signer un accord sur les 200 à 250 euros augmentation de salaire réclamés par **LIYANNAJ KONT PWOFITASYON**.

Pour la deuxième fois dans ce conflit, l'Etat français a manifesté sa désinvolture et son mépris vis-à-vis du Peuple Guadeloupéen et de ses représentants.

A l'appel du L.K.P, plus de 100 000 guadeloupéens ont défilé le lundi 9 février à Pointe à Pitre, à Basse Terre et à Marie Galante dans la dignité et la détermination pour crier leur indignation et dénoncer l'irresponsabilité du représentant du Gouvernement français.

Les déclarations de M. FILLON, premier ministre, renvoyant dos à dos le Collectif LKP et le Patronat sur la question des salaires et reniant les mesures proposées le 28 janvier par Yves JEGO, constituent une reculade et un retour à la case départ des négociations sur la plate-forme de LKP. **Nou pa dak !**

Alors même que le L.K.P a fait des concessions, concernant les modalités de l'augmentation de salaire, permettant d'aboutir à un accord dès le dimanche 8 février, nous constatons que le patronat n'en fait aucune. Ce qui a provoqué un nouveau blocage des négociations qui avaient repris au retour de M. JEGO, le 11 février.

Contrairement aux déclarations de M. JEGO, l'Etat français n'est pas neutre. Il a toujours soutenu et attribué des moyens importants au patronat (exonération de charges, exonération de taxes, subventions diverses...) pour leur permettre de perpétuer leur exploitation sur les travailleurs et le Peuple Guadeloupéen. Aujourd'hui encore, il ne fait aucune pression sur ce patronat pour obliger à faire des propositions pour satisfaire les justes revendications du Peuple Guadeloupéen.

Depuis le début des négociations, les vrais maîtres de la Guadeloupe (HAYOT, DESPOINTES, AUBERY, LORET, BARBOTTEAU, VIVIES, LE METAYER, le groupe REYNOIR, les Ciments LAFARGES, la SARA, les Banques...) se cachent derrière les petits patrons en utilisant quelques suppléments de service qui ne sont patrons de rien du tout. Nous avons affaire à un patronat rétrograde, accroché à l'Etat et qui ne veut pas mettre la main à la poche pour payer les salariés. Dans ce conflit, l'Etat et le patronat sont co-responsables de la situation et misent sur le pourrissement de la grève et le découragement du Peuple.

Les patrons guadeloupéens, conscients du rôle qu'ils ont joué dans l'économie de leur pays, ont décidé de se rebeller contre les organisations censées les représenter (MEDEF, CGPME...) et de s'organiser afin de trouver des solutions pour répondre aux revendications de leurs salariés.

Quant aux collectivités, elles ont toujours accompagné l'Etat dans son soutien au patronat. Elles savent très bien que l'argent public versé aux patrons ne profite pas à la Guadeloupe mais participe à l'enrichissement d'un patronat véreux.

Au-delà des prises de position de principe contre les agissements de l'Etat dont nous prenons acte, le Peuple en mouvement attend des élus un engagement franc à travers :

- [-] La paralysie totale du fonctionnement de toutes les institutions (mairies, Conseil Général, Conseil Régional, Etablissements publics etc..)
- [-] Une vraie dénonciation des profits du patronat à l'encontre des travailleurs guadeloupéens.

LIYANNAJ KONT PWOFITASYON appelle de façon solennelle le Peuple Guadeloupéen à poursuivre et amplifier la mobilisation pour :

- [-] **OBLIGER** l'Etat français à respecter les engagements pris le 28 JANVIER par M. JEGO

[-] **OBLIGER** le patronat à mettre la main à la poche pour augmenter les salaires des travailleurs.

Nous rappelons que seul un accord sur les 200 € et les autres points de revendications de « **premier nivo** » portant sur le pouvoir d'achat et l'arrêt des profits sera de nature à créer les conditions d'une suspension du conflit.

PLUS QUE JAMAIS LA LUTTE DOIT CONTINUER ET S'AMPLIFIER.

LE PEUPLE DOIT S'ORGANISER POUR VIVRE ET RESISTER.

**Tou l'isw : animasyon soutyen a awtis Gwadeloup
an bik la Lamityalite Lapwent**

**Sanmdi 14 fevriy : Joun mwa a fevriy 52 o Moul
16h00 : Randevou a Damencourt
18h00 : Depat de Gerbe
19h00 : Swar kiltir - AKADEMIDUKA KAMODJAKA
LEWOZ v AKIYO**

An menm balan la, a 7 dswa : Meeting a Kapest

**« LA GWADLOUP S'ANNOU, LA GWADLOUP A
PATAYO »**

Lapwent, le 12.02.09

L.K.P